

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Écueils de la mondialisation : Urgence d'un nouveau contrat social de Riccardo Petrella, Montréal, Éditions Fides, *Les Grandes Conférences*, 1997, 48 p.

par Carole Tardif

Politique et Sociétés, vol. 18, n° 1, 1999, p. 199-201.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040167ar>

DOI: 10.7202/040167ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Écueils de la mondialisation : Urgence d'un nouveau contrat social

de Riccardo Petrella, Montréal, Éditions Fides, *Les Grandes Conférences*, 1997, 48 p.

Existe-t-il encore de nos jours un instant de nos vies où nous ne soyons pas, d'une manière ou d'une autre, confrontés à ce processus d'intégration politique et économique que constitue la mondialisation ? La question primordiale concerne les solutions qui s'offrent aux États et autres acteurs pour contrer les effets pervers qui découlent de la mondialisation. Le court texte intitulé *Écueils de la mondialisation : Urgence d'un nouveau contrat social* présente les réflexions sur ce sujet que proposa le politologue et économiste Riccardo Petrella lors d'une conférence prononcée au Musée de la civilisation à Québec, en avril 1997. R. Petrella est professeur à l'Université de Louvain en Belgique. Il est aussi le fondateur et le président du Groupe de Lisbonne (*Limites à la compétitivité*, 1995) depuis 1991 et collabore avec plusieurs organismes socioéconomiques européens. Il a publié plusieurs ouvrages, parmi lesquels *Le Bien Commun : éloge de la solidarité* (1996) et *La Guerre économique : l'heure de la résistance* (1997) reprennent les mêmes thèmes sur la mondialisation développés dans ce recueil, mais de façon plus approfondie.

La thèse que défend R. Petrella est que « la prédominance [du] discours [sur la mondialisation] est le résultat de la prise de pouvoir (à maints égards il s'agit aussi d'une reconquête de pouvoir), de direction et de contrôle sur les processus d'allocation des ressources naturelles et immatérielles des pays les plus développés de la planète par des conceptions et des politiques qui ont fait des valeurs et des critères propres à l'économie de marché capitaliste les valeurs et les critères exclusifs de référence et de mesure de ce qui est bon, utile et nécessaire, en économie comme ailleurs » (p. 8). De quel discours s'agit-il ici ? Selon l'auteur, ce discours explique et légitime la mondialisation en l'élevant au statut de principe fondateur inéluctable du prochain millénaire, et ce, à tous les points de vue. Dès lors, la seule voie possible relève de l'adaptation des sociétés aux exigences de la mondialisation, et l'unique option stratégique pour y parvenir serait la promotion de la compétitivité des entreprises et des étapes économiques. En utilisant l'allégorie théologique, l'auteur décortique et critique ce discours d'essence

néolibérale : la Sainte Trinité de la mondialisation (la déréglementation du fonctionnement de l'économie, la libéralisation des échanges et la privatisation des activités économiques) et son nouvel évangile (la compétitivité). Bien qu'il ne le nomme pas, le nouveau dieu de cette religion serait un marché unique, intégré et autorégulateur (selon ses propres termes, The Single Global Market Place). R. Petrella constate alors que la régulation financière remplace la régulation politique : les États se doivent d'ajuster leurs politique afin de créer les conditions favorisant l'adaptation et l'intégration des espaces nationaux à l'économie mondialisée.

Si ce discours est bien connu de ceux et celles qu'intéresse question de la mondialisation, les effets sociaux, économiques et politiques issus des processus identifiés par l'auteur le seront aussi. Et effet, R. Petrella rappelle et explique, sous l'éclairage de son argumentation présentée en première partie, les effets de la mondialisation : la crise de l'État-nation, l'abandon des principes keynésiens de régulation politique et économique, la primauté du privé sur le public, la disqualification et l'exclusion d'espaces ne répondant pas aux critères de l'économie mondialisée, la précarisation du travail et la dévalorisation de l'humain considéré comme « une ressource économique (...) au même titre que les ressources naturelles, les ressources technologiques et les ressources financières » (p. 35). Se refusant à considérer ces situations comme inévitables, ce qui correspondrait à faire sien le discours dominant de l'adaptation, R. Petrella trace succinctement un programme de politiques alternatives ayant pour objectifs, premièrement, de délégitimer les principes et les priorités de l'économie de marché capitaliste mondiale et, deuxièmement, de mettre en place les moyens indispensables à la création d'une « richesse commune mondiale » (p. 39).

Le nouveau contrat mondial proposé reprend, entre autre, l'idée de la fameuse taxe de 0,5 % sur les transactions financières (taxe Tobin) pour la création d'un fonds mondial de la citoyenneté, l'élimination des paradis fiscaux et du secret bancaire ainsi qu'une plus grande transparence dans l'évaluation des marchés financiers et des économies nationales. Pour être actualisées, ces propositions, qui refont périodiquement surface, nécessiteraient une attitude plus progressiste de la part de tous les gouvernements et de tous les organismes internationaux comme le G7 et la Banque mondiale. En effet, si ces dernières propositions sont techniquement réalisables, sont-elles politiquement viables ? Dans un dernier point, l'auteur nous invite à réfléchir sur les innovations technologiques, le plein-emploi et la redistribution de la richesse. Les technologies, permettant une forte croissance de la productivité, excluent du marché du travail une part grandissante des individus. Toutefois, il faut reconnaître que le statut de travailleur reste le principal moyen d'intégration dans nos sociétés. Il conviendrait à cet égard de trouver des solutions politico-économiques susceptibles de favoriser une meilleure adéquation entre la saturation des marchés des pays développés et les besoins émergents ou mal satisfaits qui existent tant au niveau local que global. Les possibilités qu'offrent les innovations technologiques devien-

draient ainsi les outils privilégiés pour assurer une meilleure (re)distribution de la richesse produite à l'échelle mondiale.

En d'autres termes, l'invitation que nous lance R. Petrella est d'inverser le raisonnement économique et de concevoir des politiques qui pourraient mener à un nouvel ordre mondial : au lieu d'adapter les sociétés au système de marché capitaliste mondial, il faut adapter celui-ci aux besoins socio-économiques à l'aide de politiques permettant de ramener l'économie à l'échelle humaine. L'argumentation de R. Petrella est modérée, réaliste et constructive. Elle se situe entre les discours des apologistes de la mondialisation comme Robert B. Reich (*L'économie mondialisée*, 1993), qui adopte la stratégie de la compétitivité et de l'adaptation, ou encore des « alarmistes » comme Schumann et Martin (*Le piège de la mondialisation*, 1997), qui prévoient l'éclatement chaotique du système à plus ou moins brève échéance si aucune mesure n'est prise. Somme toute, ce livre, accessible autant par le prix que par le style, constitue une bonne introduction à la pensée de R. Petrella et du Groupe de Lisbonne sur la mondialisation. Cette remarque pourrait s'appliquer à l'ensemble de la collection des grandes conférences, créée par le Musée de la civilisation de Québec, qui permet de démocratiser la production intellectuelle d'auteurs d'ici et d'ailleurs. Cependant, la formule du texte de conférence ne permettant pas un grand approfondissement du thème proposé, un lectorat moins néophyte aura certainement le goût d'aller plus loin.

Carole Tardif
UQAM / INRS-Urbanisation